

LE PAKISTAN APRÈS BEN LADEN: UN CONSTAT

Le rôle du Pakistan dans la lutte contre le terrorisme doit être jugé de manière plus critique que jamais après la découverte d'Oussama Ben Laden non loin d'Islamabad. Malgré la pression américaine, le Pakistan continue à ne pratiquer qu'une lutte antiterroriste sélective. La présence croissante d'extrémistes islamiques, l'antiaméricanisme grandissant dans les forces armées pakistanaises et la radicalisation rampante de la société pakistanaise sont eux aussi préoccupants. La politique américaine au Pakistan ne laisse cependant pas une grande latitude pour rectifier le cap.



Démonstration contre l'homicide de bin Laden à Multan, Pakistan, 8 mai 2011. REUTERS / Stringer Pakistan

Oussama Ben Laden a été tué le 2 mai 2011 après minuit à Abbottabad, une ville garnison pakistanaise, par des Navy Seals américains. Partis d'Afghanistan, les soldats de cette unité spéciale ont survolé l'espace aérien pakistanaise sur 192 kilomètres dans des hélicoptères spécialement camouflés. Ils ont fusillé le terroriste le plus recherché au monde dans le cadre d'une opération qui a duré 38 minutes dans la propriété de ce dernier, située à 50 kilomètres au nord d'Islamabad, la capitale. Les autorités pakistanaises n'étaient pas au courant de la mission, précédée par des mois de préparation, et ne sont arrivées sur les lieux qu'après le départ des Américains qui avaient emporté le corps de Ben Laden.

Les relations entre le Pakistan et les Etats-Unis étaient déjà tendues depuis longtemps et cet incident n'a fait que les

empirer. D'un côté, le Pakistan se plaint bruyamment que sa souveraineté a été bafouée. De l'autre, le fait que Ben Laden ait apparemment pu séjourner, sans être inquiété, pas loin de l'une des principales académies militaires nationales au beau milieu du Pakistan depuis 2006 consterne les Etats-Unis. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, le Pakistan avait toujours donné son assurance que le chef d'Al-Qaïda ne se trouvait pas sur son territoire national. On peut par conséquent se demander si le puissant service de renseignements ISI (*Inter-Services Intelligence*) est coupable dans ce cas d'incompétence ou de complicité avec Ben Laden. Les données de téléphonie mobile et les documents confisqués dans la maison de ce dernier semblent confirmer les soupçons selon lesquels le chef d'Al-Qaïda a été protégé par un réseau d'informateurs de l'ISI.

Ce fait est d'autant plus troublant, du point de vue des Etats-Unis, que le Pakistan a été ces dix dernières années l'un des principaux bénéficiaires des aides financières américaines. Il donne aussi l'occasion de soumettre le rôle du Pakistan dans la lutte contre le terrorisme à une évaluation approfondie. Le constat est préoccupant. Le Pakistan, qui fait un calcul stratégique, continue à n'agir que de manière sélective contre les groupes islamistes militants sur son territoire. On peut observer simultanément une radicalisation croissante au sein de la société pakistanaise et une infiltration de l'armée pakistanaise par des extrémistes islamiques. Aucune rectification significative du cap ne s'ébauche cependant dans la politique des Etats-Unis au Pakistan malgré ces développements négatifs. Les options des Etats-Unis sont limitées, étant donné que Washington a besoin de la coopération du Pakistan dans des questions centrales de politique de sécurité.

Instrumentalisation des islamistes

Le Pakistan ne cesse de souligner son grand engagement dans la lutte antiterroriste depuis les attentats du 11 septembre 2001. C'est ainsi que plus de 140,000 soldats pakistanaise sont stationnés aujourd'hui dans les régions tribales qui sont devenues un lieu de refuge central des groupes terroristes. Depuis 2003, plus de 20,000 extrémistes militants ont soi-disant été tués au Pakistan. On estime que plus de 14,000 civils et forces de sécurité ont été victimes de la violence terroriste au cours de la même période.

Les signes que le Pakistan n'agit pas du tout militairement contre tous les groupes se



sont cependant multipliés ces dernières années. Islamabad se sert plutôt de quelques-uns des acteurs islamistes pour poursuivre ses propres intérêts dans la région. Les autorités luttent par exemple surtout contre les islamistes qui s'efforcent de renverser l'ordre actuel du Pakistan, en particulier le Taliban pakistanais. Elles laissent, par la même occasion, les groupes orientés sur l'Afghanistan largement tranquilles.

On renvoie souvent, pour expliquer la politique du Pakistan qui consiste à instrumentaliser sélectivement l'islamisme radical, au fait qu'Islamabad veut endiguer, au moyen de bonnes relations avec les islamistes afghans, l'influence de l'Inde en Afghanistan. Selon cette logique, le soutien du Pakistan en faveur du Taliban afghan s'explique par l'aspiration d'une puissance géographiquement vulnérable à une profondeur stratégique. Cette argumentation semble cependant un peu bancale. Islamabad a en effet déjà soutenu le Taliban pendant les années 1990, alors que l'Inde n'avait aucune représentation diplomatique à Kaboul. En outre, les forces armées pakistanaises, avec leur grand arsenal d'armes atomiques et leur doctrine militaire de «défense offensive» n'ont pas, dans la lutte contre l'Inde, leur ennemi juré à l'est, besoin de profondeur stratégique à la frontière occidentale du Pakistan.

Certains éléments indiquent par conséquent qu'Islamabad monte en épingle le facteur indien pour pouvoir poursuivre d'autres objectifs en Afghanistan, les tensions historiques entre Kaboul et Islamabad concernant le nationalisme pachtoune et la légitimité de la frontière afghano-pakistanaise constituant un cadre important de la politique afghane du Pakistan.

Contre le Pachtoutistan

L'animosité entre l'Afghanistan et le Pakistan remonte à un conflit pour le contrôle

d'une région frontalière entre le défilé de Khaïber et l'Indus. Jusqu'au milieu du 19^e siècle, cette région était aux mains d'un royaume pachtoune dirigé par un prince tribal afghan. Après l'invasion de la puissance coloniale britannique, la région a servi de zone tampon entre l'Inde et l'Afghanistan. Avec la création du Pakistan en août 1947, la population pachtoune a revendiqué le droit à la séparation. L'Afghanistan a soutenu la revendication d'un Etat indépendant, le «Pachtounistan», et étayé la requête en arguant que la ligne de démarcation britannique avait perdu sa validité. Mais le Pakistan a insisté sur le fait que cette ligne n'était pas négociable.

En réaction, Kaboul a refusé de soutenir l'adhésion du Pakistan à l'ONU. Une guerre cachée, dans laquelle les deux parties ont appelé à la révolte dans le territoire de l'autre, a commencé. Après l'invasion de l'Union soviétique en Afghanistan en 1979, les activités cachées du Pakistan se sont fortement multipliées, soutenues par les aides financières des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite. L'ISI a massivement encouragé les seigneurs de la guerre islamistes en Afghanistan et a en fin de compte aussi aidé le Taliban à y arriver au pouvoir dans les années 1990.

A ce jour, Islamabad craint les conséquences du nationalisme pachtoune, d'autant plus qu'il y a plus de Pachtoune au Pakistan qu'en Afghanistan (30 millions contre 12,5 millions). Islamabad essaie par conséquent, avec le soutien des groupes islamistes afghans, d'influencer les développements à Kaboul. Mais cette stratégie n'a eu que des résultats partiels: les talibans eux-mêmes ont par exemple refusé, pendant leur règne en Afghanistan entre 1996 et 2001, de reconnaître le tracé actuel de la frontière avec le Pakistan. Ils ont préféré garder le silence sur ce sujet. Mais le nationalisme

pachtoune est surtout resté une menace latente pour le Pakistan en raison des abus subis par les Pachtoune pakistanais sous l'ordre politique dominé par les Punjabis ethniques au Pakistan. Ce n'est pas non plus un hasard que 90% des actes de violence à motivation islamiste au Pakistan se sont produits dans les régions habitées par les Pachtoune proches de la frontière afghane.

Contre l'Inde

Le soutien du Pakistan en faveur des talibans en Afghanistan est violemment critiqué en Occident car il va à l'encontre des efforts de stabilisation et d'un retrait ordonné. Les représentants du gouvernement pakistanais rétorquent à cette critique que le Taliban est un acteur politique important reconnu diplomatiquement en 1997 comme gouvernement légitime de l'Afghanistan par Islamabad (de même que l'Arabie saoudite et les EAU). Dans ce cas, la lutte antiterroriste sélective du Pakistan est tout simplement, selon cette version, l'expression d'intérêts différents des intérêts occidentaux. On ne peut cependant pas avancer d'arguments similaires dans le cas de la position du Pakistan vis-à-vis de l'organisation terroriste islamique Lashkar-e-Taiba (LeT). La bienveillance du Pakistan vis-à-vis du LeT, qui prône la destruction de l'Inde et la création d'un Etat islamique en Asie du Sud, n'est donc pas seulement critiquée à New Delhi.

Il y a quelques mois, un terroriste jugé aux Etats-Unis a accusé des agents secrets de l'ISI d'avoir orchestré les attentats terroristes de Mumbai en Inde dans lesquels 166 personnes, dont 25 touristes étrangers, ont perdu la vie en novembre 2008. Les services de renseignements des Etats-Unis et d'autres nations occidentales qualifient de crédible le reproche de complicité de l'ISI. Le Pakistan rejette catégoriquement cette accusation. Il est cependant clair que le Pakistan n'a pratiquement rien fait ces dernières années pour empêcher le LeT de perpétrer des attentats sur des cibles civiles en Inde.

Cela pourrait d'une part s'expliquer par le fait qu'un affaiblissement de l'Inde par le LeT, dont la création remonte au conflit du Cachemire, est tout à fait dans l'intérêt du Pakistan. D'autre part, le LeT ne représente aucune menace directe pour le Pakistan. A la différence d'autres groupes radicaux islamistes au Pakistan, le LeT ne dispose pas d'une grande base de mobilisation car l'idéologie centrale du mouvement remonte à des influences saoudites et ne provient pas d'Asie du Sud. A cela vient s'ajouter le fait que les officiers pakistanais ont été en-

La Suisse et le Pakistan

- Depuis 2011, le Pakistan n'est plus un pays prioritaire de l'aide au développement suisse; certains éléments du programme de développement qui tire à sa fin seront repris dans le nouveau programme régional Hindou Kouch (zone frontalière Afghanistan/Pakistan).
- L'aide humanitaire réalise un programme de reconstruction dans les régions les plus atteintes des inondations de 2010.
- La Suisse compte parmi les cinq plus grands investisseurs directs au Pakistan.
- Depuis 2009 l'Etat n'octroie plus de permissions nouvelles pour l'exportation de matériel de guerre destiné au Pakistan.

doctrinés depuis les années 1970 pour considérer le terrorisme comme instrument de guerre légitime. C'est pourquoi beaucoup de membres des forces armées sont disposés à tolérer tacitement les attentats terroristes – tout au moins tant que le Pakistan n'est pas lui-même affecté par ces derniers.

La passivité du Pakistan vis-à-vis du LeT suscite aussi une préoccupation croissante parmi les services de renseignements occidentaux. Une liste de 320 cibles potentielles confisquée au LeT ne renfermait par exemple que 20 lieux indiens, la majorité des cibles restantes se situant en Amérique du Nord et en Europe. Reste cependant à voir si le LeT va effectivement devenir une organisation djihadiste agissant mondialement comme le prédisent surtout actuellement les analystes américains.

Une radicalisation rampante

La lutte antiterroriste sélective du Pakistan s'explique fondamentalement par un calcul stratégique et donc par les décisions délibérées des forces armées qui continuent de dominer la politique étrangère et sécuritaire du pays. Mais on peut également observer deux développements structurels inquiétants. Premièrement, les forces armées sont de plus en plus infiltrées par les islamistes, qui sabotent non seulement les actions militaires contre les insurgés mais fournissent aussi les informations et la logistique nécessaires pour perpétrer des attentats terroristes contre des installations militaires. L'attentat spectaculaire perpétré en mai 2011 contre la base aéronavale de Karachi n'aurait par exemple guère été réalisable sans informations privilégiées.

Deuxièmement, l'antiaméricanisme dans les forces armées pakistanaises a augmenté, ce qui s'explique partiellement par la

pression américaine accrue dans les questions de lutte antiterroriste pakistanaise et par l'intensification des attaques de drones américains. Les généraux pakistanais sont en outre de plus en plus pressés de prouver leur mentalité nationaliste par des grades inférieurs dans l'armée. Ils risquent faute de quoi d'être dénoncés comme tyrans corrompus dépendant du soutien des Américains. Il y a belle lurette que ce n'est plus un secret dans l'armée que les préférences des Etats-Unis ont longtemps joué un rôle important dans le pourvoiement de postes militaires clés. La direction de l'armée a aussi, dans ce contexte, commencé à adopter un cap plus dur vis-à-vis des Etats-Unis. C'est ainsi que la route de ravitaillement pour les troupes internationales en Afghanistan a été temporairement fermée. L'identité du chef de la CIA au Pakistan a également été révélée par deux fois au cours d'une période de six mois.

Il est actuellement difficile de déterminer si la couverture de Ben Laden à Abbottabad s'explique par un calcul stratégique de l'ISI ou par la mentalité islamiste, voire antiaméricaine, de certains collaborateurs déloyaux. Mais la présence croissante d'islamistes que l'on peut observer dans l'armée et l'antiaméricanisme grandissant sont surtout préoccupants parce qu'ils illustrent en fin de compte des évolutions de l'ensemble de la société pakistanaise. Le meurtre de plusieurs hommes politiques libéraux par des islamistes a par exemple recueilli un vaste soutien au sein de la population. Il ressort sans cesse des sondages d'opinion que la majorité des Pakistanais considèrent l'Inde et les Etats-Unis comme des menaces plus importantes que le Taliban ou Al-Qaïda.

On peut expliquer, du moins partiellement, la radicalisation rampante de la société par les énormes problèmes sociaux-économiques du Pakistan. La population pakistanaise augmente en effet à toute vitesse alors que le pays connaît une baisse continue de sa croissance économique. Un budget de défense insoutenable qui engloutit 23% des dépenses nationales ne cesse d'amener le pays au bord de la faillite. Le taux de chômage élevé concerne surtout les jeunes – plus de 70 millions de Pakistanais (environ 40% de la population) ont moins de 15 ans. Un système d'enseignement encourageant partiellement la xénophobie et le militarisme et faisant entrer les jeunes en collision avec la modernité vient s'ajouter au manque de perspectives individuelles.

Une marge de manœuvre étroite

Le double jeu du Pakistan comme allié des Etats-Unis et promoteur de groupes militants a provoqué une véritable crise de confiance dans la relation américano-pakistanaise. Le scandale entourant le lieu de séjour de Ben Laden a, dans ce contexte, déclenché d'intenses débats aux Etats-Unis quant à la manière de concevoir à l'avenir la politique américaine au Pakistan. Après avoir été sanctionné à la fin des années 1990 en raison d'essais nucléaires et du putsch militaire de Musharraf, le Pakistan a reçu depuis 2002, dans le cadre de la politique antiterroriste américaine, plus de 20 milliards de dollars en aides financières. Environ deux tiers de ces aides ont jusqu'à présent été utilisés à des fins sécuritaires et militaires. Le Congrès américain a cependant, avec la *Enhanced Partnership with Pakistan Act*, ordonné en 2009 d'augmenter le soutien non militaire à 1.5 milliard de dollars par an sur cinq ans.

Un arrêt de ces aides financières et une fin de la coopération sécuritaire tels qu'ils sont exigés de temps à autre ne représentent pas des options réalistes pour les Etats-Unis. Une rupture avec le Pakistan rendrait le retrait des Etats-Unis d'Afghanistan infiniment plus difficile, minimiserait les possibilités d'influencer le pays (et ses armes atomiques) et pousserait encore plus Islamabad dans les bras de la Chine qu'auparavant. Les relations américano-pakistanaises ont été judicieusement qualifiées sur cette toile de fond de «mauvais mariage sans option de divorce».

Une réduction de l'aide militaire et une refocalisation accélérée de la coopération sur les institutions civiles – toujours faibles – du Pakistan sont par contre concevables. Il serait aussi important d'assortir davantage les aides américaines de conditions. Les acteurs sécuritaires pakistanais ont encore toujours tendance à considérer ces aides comme compensation pour des services déjà rendus et non comme paiement anticipé pour une coopération future. Mais, en dépit de toutes les conditionnalités, les intérêts sécuritaires pakistanais et occidentaux ne se recouperont pas tant que les conflits du Pakistan avec l'Afghanistan et l'Inde ne sont pas résolus.

■ Editeur responsable: Daniel Möckli
analysen@sipo.gess.ethz.ch

■ Commande d'analyses et abonnement gratuit: www.ssn.ethz.ch